



Les élections européennes sont pour le RN un enjeu central; déjà arrivé en tête en 2014, ce fut à nouveau le cas ce 26 mai 2019. Son score très élevé participe ainsi à le maintenir comme un des premiers partis en France, d'un point de vue électoral. Sa crédibilité s'en retrouve renforcée, et c'était là tout l'objectif de ce scrutin. Cette audience sera bien entendue alimentée par l'aggravation des politiques menées par Macron, que ce soit sur le plan social, sur celui du droit du travail, de l'immigration et bien entendu sur l'aspect de la répression.

Le discours contre l'UE actuelle, mené par le RN est malheureusement très porteur à plusieurs titres:

- Pointer du doigt les politiciens sans remettre en cause l'économie de marché et le système capitaliste en lui-même.
- L'UE serait responsable (avec les migrants) de tous les maux.
- Mettre en avant un discours anti-américain Promouvoir de nouvelles alliances intra-européennes (Italie, Hongrie, Pologne...) et extra-européennes (Russie).

Si le FN/RN a longtemps affiché son « euroscepticisme », il a évolué au fur et à mesure du temps pour s'afficher aujourd'hui « plus européens que les européistes ». Il n'est plus question aujourd'hui ni de sortir de l'Euro, ni de réclamer haut et fort un « Frexit » comme MLP le faisait encore il y a peu. Pas un mot de tout cela dans leur « Manifeste pour une nouvelle coopération en Europe », qui fait office de programme de campagne, de 75 pages, pour les élections européennes de 2019.

L'objectif aujourd'hui pour le RN est de porter le projet de l'Alliance Européennes des Nations. En 2017, le FN portait le projet d'Europe des Nations Indépendantes, en 2018, celui d'Union des Nations Européennes, et aujourd'hui donc d' l'Alliance Européennes des Nations.

Quel que soit le nom que le RN va lui donner, c'est bien d'une Europe fermée dont il s'agit : « L'Europe trouvera sa forme politique en rétablissant ses frontières nationales et en fixant sa frontière extérieure notamment en bornant son élargissement, quitte à se séparer de ce qui n'est pas elle (...) Il n'est pas donné à tous les pays d'être membres de

dans les discours

**2014**

« Je ne me sens pas Européen. Au sein de l'Union européenne, c'est européiste, certainement pas ! Mais qu'est-ce que ça veut dire, 'Européen' ? Je me sens Français. La France est ma patrie et mon avenir »

Florian Philippot.

**2019**

« Parce que nous sommes Français, attachés à la liberté française, à la terre de France, à l'unité de notre patrie, nous sommes Européens. »

extrait du manifeste du RN.

l'Alliance Européenne des Nations. La géographie, l'histoire, la civilisation en décident. Cette exigence d'une définition de l'Europe est la nôtre. »

### L'Europe Civilisation

La vision européenne défendue par le RN est basée sur des supposées racines et valeurs communes, qui ne sont faites que pour, en réalité, mieux exclure. Voici ce qui est dit dans l'introduction du Manifeste : « L'« Alliance Européenne des Nations » que nous voulons promouvoir repose sur la liberté, cette valeur fondatrice de notre civilisation née d'Athènes et de Rome. » Ou bien encore, avec plus de clarté, dans le Projet du RN pour les élections européennes (qui est une version courte du Manifeste) : « Les nations d'Europe ont en commun des valeurs de civilisation, des racines et une histoire commune qu'elles puisent dans la Grèce et la Rome Antique puis la Chrétienté et l'humanisme de la Renaissance ».

En clair, toutes celles et ceux qui ne se réclament pas de ces valeurs communes (suivez leur regard !), vous pouvez partir...ou plutôt les fascistes vous feront partir !

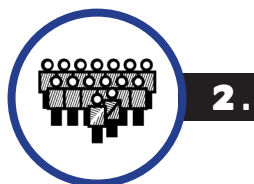
## « L'Europe-civilisation » : le plus grand dénominateur commun des extrêmes-droites européennes ?



C'est la construction de l'Europe « pour la protection de la civilisation européenne », blanche et chrétienne, contre les autres civilisations, et en premier lieu l'islam. Dans ce contexte, le clivage n'est plus tant entre « nationalistes » et « europhiles » qu'entre plusieurs idées de l'Europe. Celle des extrêmes-droites repose bien entendu sur l'ethnisme et il est important de comprendre que cette « nouvelle idée » est en train de faire l'objet d'un consensus à travers l'Europe parmi les différentes extrême-droites européennes. C'est donc un facteur d'unité, ou du moins d'union.

Sur ce point, ce n'est pas du tout l'extrême-droite française qui est en pointe. Cette idée a en grande partie émergée en Hongrie sous l'impulsion de Victor Orban qui utilise cette doctrine pour renforcer son leadership dans toute l'Europe centrale. Celui-ci déclare lors d'un discours à l'université des Hongrois de Roumanie : « La génération anticommuniste, chrétiennement engagée, de sensibilité nationale arrive maintenant dans la politique européenne. Il y a trente ans, nous croyions que l'Europe était notre avenir. Nous croyons aujourd'hui que c'est nous qui sommes l'avenir de l'Europe. »

L'Alliance Européenne des Nations aura donc le devoir de protéger les peuples, selon le Manifeste du RN, car : « Jamais tant de menaces de plus en plus oppressantes n'ont pesé sur les citoyens des pays européens : l'islamisme radical comme le chaos provoqué par la submersion migratoire voient la remise en cause de nos modes de vie, de nos traditions et même de nos valeurs de civilisation. Des quartiers entiers, des villes, des parties de départements sont des espaces « en sécession », devenus non pas des zones de non-droit puisqu'il s'y applique une autre loi que celle de la République, mais des « zones de non-France. » Cette vision fantasmée du RN, totalement contredite par l'ensemble des études concernant les mouvements de population et leurs conséquences a pour seul et unique but de faire peur et d'unir sur des bases racistes contre un ennemi commun !



L'UE est pour le RN responsable de tous les maux des français et des peuples d'Europe en général ! L'idée de l'Alliance européenne des Nations est de substituer à l'Union Européenne une forme de coopération entre les nations d'Europe sur la base du libre consentement de chacune et une autonomie pleine et entière dans tous les domaines. Le droit européen supranational serait aboli. Il ne s'agit donc même pas d'une forme fédéraliste, il s'agit purement et simplement de la disparition de l'Europe au sens d'une entité politique.

Extrait du Manifeste : *« En toute logique, l'Alliance Européenne des Nations n'entendra pas être ou fonctionner comme une entité étatique, mais strictement comme une structure de coopération interétatique (...); La coopération intergouvernementale s'oppose au principe de supranationalité ou de fédéralisme en ceci qu'elle laisse pleine et entière liberté aux Nations de s'associer ou non dans des projets communs. »*

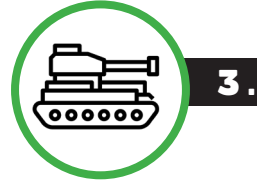
L'Alliance européenne des Nations serait avant toute autre chose une caution morale dont le but premier serait de préserver l'identité et civilisation blanche et chrétienne. Les Nations pourraient unir leurs forces dans cet objectif, sans que ça leur soit imposé.

Le Manifeste explique : *« L'Alliance s'attachera à réaliser les conditions institutionnelles de la liberté des Nations. Parce que le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernements et le Parlement européen détiennent seuls la légitimité démocratique, ils doivent être les organes de décision (...); Instrument technique de second rang, la Commission européenne deviendra le secrétariat général du Conseil, c'est-à-dire un simple secrétariat administratif sans rôle décisionnaire. L'initiative des lois reviendra exclusivement au Conseil européen qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernements légitimement élus dans chacun des pays. » ;*

*« Le Parlement européen aura la charge d'examiner, de débattre et de voter tous les traités, textes et directives proposés par le Conseil des chefs d'Etat, et qui seront ratifiés par cette instance après le vote de l'assemblée. Les procédures de vote seront revues et l'unanimité exigée pour l'adoption de toute directive et de tout traité touchant à la souveraineté des Etats. »* En clair, tout le pouvoir reviendra aux chefs d'Etat, et comme l'unanimité sera la règle, jamais une seule directive ou un seul traité ne sera ratifié ! Ces chefs d'Etat, nationalistes, de droite extrême ou d'extrême droite ne seront donc jamais inquiétés dans leurs actions au sein de leur Nation.

Ces mêmes chefs d'Etat ne seront non plus inquiétés par les contre-pouvoirs tentant de freiner leurs actions et lois réactionnaires : *« L'Europe vit sous la menace d'un véritable contrôle juridictionnel de sa politique et de sa coopération diplomatique, notamment sous l'action d'ONG ou Fondations qui n'hésitent pas à poursuivre les Etats, au prétexte de faiblesses dans la lutte contre le changement climatique, d'un accueil et accès aux soins restrictifs des réfugiés, etc. La souveraineté des Etats, l'autorité des Etats et une séparation des pouvoirs mise à mal par l'intrusion de la procédure juridique dans le champ politique seront des bases de l'Alliance. »*

## Une Europe de la guerre



Le projet du RN est, contrairement à ce qu'il prétend être, un projet guerrier. C'est très clair dans leur Manifeste : « *Nous proposerons que l'Alliance Européenne des Nations incite chaque Etat à renforcer de façon coordonnée les moyens de sa défense nationale, pour faire de l'Europe un allié recherché, un partenaire de Défense respecté, une puissance militaire et sécuritaire qui compte. C'est le prix à payer pour reprendre place dans l'histoire.* » ; « *L'Europe doit réagir pour défendre son propre sol et ses propres intérêts de sécurité.* » ; « *Parce qu'ils ne veulent plus de la guerre, parce que les Etats-Unis ont généreusement assuré leur défense contre la guerre venue de l'extérieur, les Européens ont massivement renoncé à la faire, à s'y préparer, à la gagner, comme l'Union Européenne a renoncé à se fixer des objectifs stratégiques face aux autres continents et à défendre les intérêts de l'Europe. Ce renoncement vaut sortie de l'histoire* »

Au-delà de l'aspect effrayant de ces passages, le RN fait totalement l'impasse sur l'aspect financier de tout cela. Lorsqu'on se donne pour priorité renforcer sa défense nationale, il faut bien puiser les ressources quelques part.

Si nous avons de notre côté une idée, le RN élude, comme à son habitude, totalement cette question ! Puisqu'un projet guerrier ne va pas sans un Etat autoritaire, la réduction drastique des libertés et des contre-pouvoirs, le RN prévient : « *En clair, seul un Etat assurant le continuum Défense, sécurité intérieure et Justice, peut offrir aux citoyens cette condition première de la légitimité de toute forme politique, la sécurité globale et donc la liberté.* » Puis, un peu plus loin dans son Manifeste, le RN précise que la coopération renforcée entre nations : « *pourra par exemple s'exercer en cas de danger terroriste, de catastrophe naturelle, ou d'un de ces nouveaux modes d'agression que sont l'envoi en masse de migrants sur les côtes européennes, l'implantation de réseaux criminels ou l'action d'ONG fragilisant les gouvernements légitimes (SOS Méditerranée pour les migrants, la Fondation Gates pour l'école, Open Society pour la police et la justice).* »



Il faut avant tout souligner que, là encore, le RN se place prétendument aux côtés des travailleurs et des pauvres mais à aucun moment, que ce soit dans ces communiqués, ses discours ou ses différents projets électoraux, le système économique n'est remis en cause.

Jamais le système capitaliste en tant que tel n'est remis en cause, les patrons ne sont jamais pointés du doigt, et l'essentiel des tirs se concentre sur la responsabilité des dirigeants nationaux, européens ou extra-européens (en fonction de l'élection, la cible change) parce qu'ils « laissent faire » ! C'est particulièrement limpide dans l'extrait qui suit : « *Les Européens ont payé de millions d'emplois détruits la folie du globalisme et des traités de libre-échange. Ils l'ont payée de milliers de brevets pillés, de la casse de leur outil industriel, du chômage de masse et de millions de travailleurs pauvres, ces millions d'Européens qui se lèvent tôt, qui travaillent, mais n'arrivent pas à finir le mois [...] Nous proposerons que l'Alliance rétablisse les principes généraux de la préférence pour les entreprises européennes, pour les marques territoriales, pour l'emploi européen, ce qui rendra ainsi tout son sens au marché européen, protégé par la plus grande rigueur vis-à-vis de l'extérieur.* »

Ce qui va primer, c'est l'intérêt de la Nation ou ici de l'Europe : « *Des champions nationaux sur le marché européen, des champions européens sur les marchés mondiaux : Les champions nationaux seront incités à partir à la conquête des marchés européens, comme ils le font dans l'industrie, comme ils le font encore trop peu dans les services. [...]. Mais quand ils affrontent des géants mondiaux, américains, chinois, ou encore indiens ou russes, chaque fois que l'intérêt stratégique et l'autonomie de l'Europe sont en question et que l'intérêt mutuel des entreprises le commande, les projets communs et les alliances s'imposent pour que des géants européens se battent à armes égales avec leurs vrais concurrents ! Une vue étriquée de la concurrence ne doit pas retarder les coopérations.* » Une vision parfaitement limpide de la concurrence à la sauce RN.

C'est une guerre économique que prévoit le RN, qui ne sera jamais favorable aux travailleurs, d'autant plus lorsque l'on sait que celui s'oppose farouchement à l'augmentation du SMIC tout comme il se prononce contre un SMIC européen ! « *Jamais les ménages n'ont éprouvé si durement leur perte de pouvoir d'achat, les salariés le poids du chômage, les familles l'incertitude du lendemain, les citoyens l'indifférence d'élites qu'aveuglent leurs propres certitudes. L'Union Européenne qui a fait de la théorie du ruissellement et de la flexibilité professionnelle imposée, des principes d'action, pousse les Etats à effondrer les systèmes sociaux, à abaisser les salaires, à abroger les règles protectrices du droit du travail.* »

De « belles » paroles...mais surtout des paroles ! Dans les 75 pages du Manifeste du RN, rien n'est développé de concret pour, par exemple, contraindre les Etats ou les patrons à de meilleures conditions de travail, de salaires etc. Là encore c'est l'UE qui est responsable ! Le modèle économique défendu par le RN est en fait un modèle capitaliste à une échelle nationale avant tout, européenne quand il le faut... dans lesquels les PME ont la part belle : « *Tournant le dos au modèle de firmes multinationales, nous proposerons que l'Alliance défende un modèle entrepreneurial dans lequel l'entreprise est territoriale, proche, et prendra ses responsabilités nationales et sociales pour concourir à l'indépendance, à l'autonomie, à la puissance européenne. [...] Nous proposerons que l'Alliance révise la doctrine européenne de la concurrence. Cette dernière devra reposer sur le droit souverain des Nations à décider de leurs échanges commerciaux et politiques commerciales afin de définir les conditions optimales au développement de champions européens à vocation mondiale.* » ; « *Nous proposerons que l'Alliance incite à ce que les règles de financement et d'accès aux marchés publics soient plus favorables aux entreprises localisées, et que les appellations territoriales bénéficient d'une protection efficace contre les marques commerciales délocalisées. Cela pourra se traduire par le fait qu'une part des contrats publics soit réservée aux PME locales ou régionales.* »



## Un salaire minimum pour les travailleurs et travailleuses salarié-e-s ?



Certaines listes le proposent (avec des nuances), en s'accordant sur un niveau de rémunération minimum à l'échelle de l'Union européenne, afin d'éviter que le dumping social mette le plancher vraiment trop bas ? Mais pas le RN qui pointe, en la matière, un prétendu risque majeur : « Cette harmonisation aboutirait en pratique à l'effondrement des salaires et donc du pouvoir d'achat dans les pays d'Europe occidentale. » Avant de s'offusquer bruyamment : « Mme Loiseau, la tête de liste LREM, défend l'idée d'un SMIC européen : il faudrait qu'elle en explique aux Français les conséquences qui en résulteraient sur leur niveau de vie ! »

C'est bien connu, c'est le fait de fixer un minimum en matière salariale qui abaisse les rémunérations... au moins dans cette logique. Et pas le dumping social, donc ? La réalité est, évidemment, tout à fait différente. C'est, tout d'abord, l'absence d'un plancher et la compétition qui tirent les salaires vers le bas. Les modèles évoqués dans le débat public, quelles que soient leurs limites ou quels que soient leurs défauts, ne visent pas à tirer les SMIC les plus élevés vers le bas, mais les moins élevés vers le haut.

En ce qui concerne l'idée d'un salaire minimum européen ou transnational, elle n'est, bien entendu, pas un remède en soi. Toute la question sera de savoir le niveau du minimum envisagé (dans les projets les plus communément discutés, il se calculerait dans chaque pays européen en pourcentage du salaire médian mesuré), quels seront ces mécanismes de réévaluation - compensation de l'inflation ?, à quelle périodicité ?, « coups de pouce » ?, possibilité d'un débat politique régulier sur le niveau du salaire minimum ? -, et sur quelle base de comparaison il sera calculé. Le FN refusait, historiquement, l'existence d'un SMIC en France ; or, depuis son tournant du libéralisme économique (cher à Jean-Marie Le Pen dans les années 1980) vers la démagogie sociale et un discours national-social et protectionniste (à partir des années 1990), il s'est fait à l'idée d'en admettre le principe, même s'il continu à refuser son augmentation. Aujourd'hui, en refusant l'existence d'un SMIC européen, il retrouve ses positions d'origine !

## Un modèle écologique ?



Comme pour de nombreux sujets, la vision écologique du RN est avant tout une vision où le local est mis en avant. Cela lui sert tout, dans sa communication écrite et visuelle, à mettre en avant nos belles campagnes et nos beaux petits villages français.

Car l'écologie est mise à mal, selon le RN, par l'immigration. Oui oui, là aussi les migrants sont les boucs émissaires tout trouvés : « Elle (la civilisation écologique) est menacée par l'idéologie du nomadisme dont l'immigration de masse en est une manifestation, idéologie qui impose un modèle déra-

ciné d'exploitation des territoires sans transmission et sans responsabilité. ».

Car la vision de la société écologique, selon le RN est celle là : « Nous proposerons que l'Alliance encourage la transmission familiale des droits de propriété du sol et des ressources comme voie royale de la société écologique ; les meilleurs gardiens de la nature sont ceux qui ont reçu leur territoire des générations avant eux, et qui veulent les transmettre aux générations après eux, après les avoir enrichis. »



## Un projet raciste

Pour commencer, si certain.e.s doutaient encore que le RN était nostalgique du temps des colonies, vous pouvez être « rassuré.e.s », c'est bel et bien toujours présent dans son ADN : « *Trop souvent, la politique extérieure et de coopération de l'Union Européenne ignore les liens historiques, linguistiques, culturels et notamment ceux unissant la France à tant de pays africains. Comment expliquer autrement les choix aberrants donnant à des agences de développement parlant allemand, anglais, ou suédois, la responsabilité de l'aide européenne à des pays francophones unis par une relation multiséculaire à la France ?* »

Le projet raciste d'Alliance européenne des Nations se fait sous couvert de lutte contre l'immigration, bien entendu, mais aussi de rejet du multiculturalisme : « *Refuser l'injonction multiculturaliste : L'Alliance Européenne des Nations considèrera que l'injonction faite aux Nations européennes de devenir multiculturelles constitue une agression contre laquelle toute l'Europe doit organiser la résistance. Le modèle de société anglo-saxon n'a pas vocation à devenir le modèle imposé. C'est un constat, partout dans le monde, les sociétés multiculturelles sont les plus violentes, les plus criminelles, les plus divisées en communautés hostiles.* » ;

« Dans le cadre de l'Alliance, chaque Nation européenne aura le droit d'affirmer et de faire respecter sa singularité historique ou culturelle. Elle sera légitime à promouvoir les principes d'unité nationale qui lui sont propres. ».

Bien plus qu'un projet raciste, c'est un projet fasciste décrit ici, car l'unité nationale décrite ici serait sur des bases culturelles, ethniques et religieuses. Bien entendu, une des cibles prioritaires du RN dans ce grand projet raciste est la lutte acharnée contre l'immigration. Elle passera par la fermeture des frontières nationales et européennes mais aussi par la mise au pas d'ONG de solidarité avec les migrants que le RN rend complices des réseaux mafieux de passeurs. Le Manifeste du RN indique : « *C'est un simple décret, signé de manière quasi clandestine en 1976, qui a décidé des règles du regroupement familial, règles qui ont transformé l'immigration de travail en une immigration de peuplement avec les conséquences que l'on sait. [...] L'automatisme du regroupement familial sera supprimée, chaque Nation étant juge de sa politique à cet égard, comme à celui de l'accueil et du statut de réfugié.* ».

Une vision rétrograde et réactionnaire en ce sens qu'elle est ouvertement favorable au droit de propriété du sol, par transmission familiale et donc opposée à toute appropriation collective de la terre, tournée vers les besoins des populations. C'est une vision individualiste qui lui sert à mettre en avant cette image idyllique du petit paysan, dans sa campagne reculée,

qui transmet à ses enfants. Ce projet n'empêcherait nullement que les agriculteurs.trices soient pris.e.s à la gorge par la loi du marché ! C'est donc une remise en cause totale des moyens de production et d'exploitation dont a besoin, ce contre quoi le RN se bat farouchement à l'image de l'ensemble de son projet ultralibéral !



Dans le Manifeste du RN pour les européennes (75 pages), le mot « femme » n'y est que 3 fois, à chaque fois en lien avec l'islam. Les droits des personnes LGBTI ne sont jamais mentionnés. Dans le Projet du RN pour les européennes (20 pages), le mot « femme » n'y est pas. Les droits des personnes LGBTI ne sont jamais mentionnés.

En revanche, le RN a spécialement sorti un document de 4 pages sur la question des femmes, intitulé : « femmes françaises, fières de nos libertés - Demain, les femmes françaises pourront-elles encore s'habiller comme elles veulent ? » Sur les 9 points abordés, 7 sont liés à l'islam, visiblement principal responsable de l'atteinte aux droits des femmes.

Un point concerne la difficulté des mères célibataires à vivre dignement ! Sur cette question, le FN/RN c'est régulièrement illustré, avant tout, par son désir de promouvoir le rôle des femmes à rester chez elles ! Par exemple, L'eurodéputé frontiste Dominique Martin a défendu en séance la « liberté des femmes de ne pas travailler » et de « s'occuper de leur foyer », à laquelle il faudrait accorder selon lui une importance au moins égale à celle de l'égalité salariale.

Un point concerne l'inégalité salariale entre hommes et femmes. Le RN explique (c'est son seul commentaire) : « Cette question est en suspens depuis des lustres et personne n'ose s'y attaquer vraiment. ». Ici on lui donnera raison puisque le RN lui-même ne s'y est jamais attaqué, voir l'a combattu comme l'indique le vote de ses eurodéputés au PE.

Enfin, on notera un fait nouveau : la question des agressions sexuelles et du harcèlement. Jusqu'ici on n'entendait pas ou très peu le FN/RN en parler. Cependant, la référence à cette question est incluse dans le même encadré concernant celle des horaires de piscine séparés pratiqués par certaines mairies ! Un lien insidieux est ici fait entre les violences faites aux femmes et ces horaires qui seraient aménagés pour les femmes musulmanes, selon le RN/FN. Comprenez : les violences faites aux femmes, agressions et harcèlements, sont le fait des hommes musulmans ! Est-il vraiment besoin de rappeler ici que les violences faites aux femmes concernent toutes les couches et catégories sociales de la société ? Toutes les études à ce sujet le démontrent !

Comme le rappellent l'eurodéputée socialiste Pervenche Bérès dans son livre « Son vrai visage. Témoignage sur le FN au Parlement Européen », ou la journaliste Marine Turchi dans un article plus ancien pour Mediapart, les parlementaires FN/RN s'opposent systématiquement aux efforts du Parlement européen dans ce domaine. Ils « ont voté contre les huit rapports présentés au Parlement européen depuis 2014 visant à renforcer les droits des femmes, écrit Pervenche Bérès. Ils sont opposés au congé maternité harmonisé à 20 semaines partout en Europe et rémunéré à 100 % ; ils sont contre un salaire égal entre les femmes et les hommes à compétences égales. »



[www.visa-isa.org](http://www.visa-isa.org)



@assovisa



association visa



Vous voulez en savoir plus ?  
Retrouvez un dossier encore plus complet sur notre site.